

PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE DE LA COMMUNE ECCLESIASTIQUE LES SOURCES
DU JEUDI 10 MARS 2022 A LA SALLE PAROISSIALE DE FONTENAIS

Président : - Ronald CRAMATTE
Scrutateurs : - Sophie HUBER
- Marie-Antoinette COURTET

Secrétaire : - Marielle FRIDEZ
Excusés : - Abbé Jean-Pierre BABEY
- Katia LOVIS
- Pierre DEROULERS
- Damien PLUMEY
- Jean KISTLER
- Mireille COURBAT
- Nicole BESSE

Ordre du jour :

1. Accepter le versement à la Fondation d'un capital initial de CHF 25'000.- afin de permettre sa constitution.
2. Accepter le morcellement de la parcelle feuillet 534 du ban de Fontenais-Fontenais afin de créer une parcelle indépendante contenant la chapelle, d'une surface d'environ 2'210 m2, et une parcelle à vocation agricole d'une surface d'environ 3'330 m2.
3. Accepter la cession gratuite à la Fondation de la parcelle feuillet 534 du ban de Fontenais-Fontenais, d'une surface après morcellement d'environ 2'210 m2, et sur laquelle se trouve la chapelle de Sainte-Croix, frais de morcellement et de cession à la charge de la Fondation.
4. Accepter la constitution d'une servitude d'interdiction de construire grevant la nouvelle parcelle agricole issue du morcellement du feuillet 534 du ban de Fontenais-Fontenais et en faveur de la parcelle feuillet 534 du ban de Fontenais-Fontenais, future propriété de la Fondation, frais à la charge de la Fondation.
5. Transférer à la Fondation les fonds affectés au projet de rénovation de la chapelle par CHF 54'088.70 et CHF 224'411.08, fonds actuellement en dépôt sur des comptes au nom de la Commune ecclésiastique.
6. Donner compétence au Conseil pour exécuter ce qui précède.

Le président, M. Ronald CRAMATTE, ouvre l'assemblée à 20h00 et souhaite la bienvenue à 20 ayants droit. Il rappelle que l'ordre du jour a été annoncé et publié selon les règles en vigueur. Il remercie tous les participants d'être présents.

Après les salutations d'usage, personne ne demande de modification de l'ordre du jour qui est accepté tacitement.

M. CRAMATTE passe ensuite la parole à M. Charles FRELECHOUX, président du nouveau conseil de la commune ecclésiastique Les Sources, afin qu'il présente le dossier Ste-Croix.

M. FRELECHOUX souhaite la bienvenue à tous les participants et se réjouit que la première assemblée du nouveau conseil se fasse sans masque. Il tient à remercier les paroissiens pour leur confiance qui a permis la fusion des 3 paroisses, ainsi que le comité de fusion et les 3 anciens conseils qui ont œuvré pendant plusieurs années pour ce résultat. Il y a 69 jours que le nouveau conseil s'est constitué et il débute son mandat avec une première assemblée extraordinaire concernant la chapelle Ste-Croix.

Le président du conseil ne veut pas faire une présentation historique et chronologique de la chapelle, mais rappeler certains faits.

Pour commencer, la chapelle est désacralisée depuis de nombreuses années. Elle n'a donc plus d'intérêt pour la pastorale. Or, le bâtiment est un bijoux historique reconnu.

Les premiers travaux de mise au sec du bâtiment ont été effectués par la paroisse, puis, pendant une décennie la paroisse a alimenté un compte en vue des futurs travaux de rénovation.

Lorsque les travaux de rénovation ont été possibles, deux bénévoles, MM. Bernard BEDAT et Hubert VOISARD, se sont engagés dans la recherche de dons et subventions, ainsi que dans le groupe de construction. Les fonds récoltés par MM. BEDAT et VOISARD ont été déposés sur un compte géré par la paroisse. Les fonds sur ce compte ne peuvent être utilisés que pour la chapelle, mais le fonctionnement au niveau de ce dossier a posé des problèmes pour sa clarté. En effet, la gestion des travaux est gérée par le groupe de construction et ses bénévoles, alors que les factures et les devis sont signés par le président de la paroisse.

Les travaux ont bien avancé, mais il reste la restauration du chœur et l'utilisation du lieu. Le nouveau conseil s'est interrogé de savoir qui devait s'occuper de ces futures tâches.

Trois possibilités s'offraient au nouveau conseil :

1. Que la commune ecclésiastique décide de s'occuper seule de la restauration et l'animation de la chapelle. Or, un conseil de commune ecclésiastique n'est pas mandaté pour gérer une offre culturelle.
2. Que le dossier reste statut quo. Mais, la gestion du dossier continuera à être une source de confusion entre les bénévoles et le conseil.
3. Que des privés s'engagent à s'occuper de la chapelle en créant une fondation.

Après réflexion, c'est la troisième possibilité qui a été retenue. La fondation garantit sérieux et pérennité. Elle facilite la recherche de dons ou de subventions et elle promet une sécurité pour le bâtiment. En effet, une fondation ne peut être vendue sans l'accord de l'autorité de surveillance des fondations.

M. FRELECHOUX rappelle que ce dossier comporte un volet financier et un volet foncier.

Au niveau financier, les fonds affectés pour la chapelle doivent être transférés en intégralité à la fondation. L'ancien conseil avait proposé un capital de CHF 25'000.-, capital repris par le nouveau conseil et M. FRELECHOUX assure aux participants que la commune ecclésiastique ne sera pas soumise à d'autres engagements dans le temps.

Au niveau foncier, les bénévoles ne sont pas propriétaires du bâtiment et ça faciliterait sa gestion qu'il soit cédé à la fondation, où les bénévoles pourraient continuer à s'investir. Au niveau du terrain, la parcelle 534 est en pleine zone agricole. Comme sa superficie est supérieure à 2'500 m², la parcelle est soumise au droit foncier rural. De ce fait, il est impossible de partager sa surface, ni de céder la parcelle à un privé qui ne serait pas agriculteur.

Après négociation avec le droit foncier rural, il a été décidé que le terrain soit partagé en deux parties. La première partie, d'une surface de 2'210 m², qui comprend la chapelle, le chemin d'accès, le parking et une surface de réserve de 1000 m².

La deuxième partie, d'une surface de 3'330 m², dont la commune ecclésiastique restera propriétaire, continuera à être en zone agricole.

Une demande de servitude d'interdiction de construire a été prévue au niveau de la deuxième partie du terrain, afin qu'aucune construction ne soit possible sur sa surface, même en cas de vente à un agriculteur.

Le conseil suggère d'accepter tous les objets.

Au terme de cette présentation approuvée par des applaudissements, la parole est demandée par M. Raymond RERAT.

Il est surpris et contre l'idée que le terrain soit partagé en deux. Il rappelle qu'à l'époque où il était président, le conseil avait dû batailler lors du morcellement parcellaire pour obtenir les 5'000 m² autour de la chapelle. Il rappelle également que c'est la paroisse qui avait entrepris les démarches pour mettre au sec le bâtiment et que sous son mandat, un compte bancaire a été ouvert pour la chapelle. Depuis, une somme a été versée par la paroisse chaque année sur ce compte. Il pense que la chapelle devrait rester au sein de la nouvelle commune ecclésiastique.

M. FRELECHOUX remercie tous les anciens conseils du travail accompli dans ce dossier. Il répond que pour optimiser le fonctionnement et l'autonomie de la chapelle, il fallait valider un morcellement du terrain pour le chemin d'accès et le parking. Il souligne que le canton, qui est très strict dans sa réglementation, a accordé 1000m2 en plus de réserve, ce qui est intéressant pour l'avenir de ce projet. De plus, la nouvelle commune ecclésiastique a de nombreux bâtiments sacrés à gérer : église de Bressaucourt, église de Fontenais, chapelle de Villars, église St-Germain, chapelle de Lorette, église St-Pierre. L'entretien de ces lieux coûte beaucoup d'argent à la commune ecclésiastique, tout en sachant que chaque année, il y a de moins en moins de paroissiens qui payent des impôts. La chapelle de Ste-Croix étant désacralisée et le conseil n'étant pas adapté pour le suivi de l'entretien et l'utilisation sur le long terme du bâtiment, la fondation est la meilleure solution pour l'avenir de la chapelle.

M. BEDAT remercie M. RERAT d'avoir sauvé la chapelle du temps de son mandat de président. Mais, il souligne qu'il a fallu batailler pour obtenir ce morcellement. Les démarches auraient été plus simples si le terrain avait été un terrain privé de la paroisse. Le morcellement a été fait au plus juste avec le canton et cette nouvelle découpe n'empêchera pas la vente à un agriculteur si la commune ecclésiastique le décide.

M. RERAT peut envisager que la chapelle soit cédée à une fondation, mais il maintient que le terrain ne devrait pas être découpé. Il s'inquiète aussi de l'écoulement des eaux, puisque ce dernier arrive sur le terrain de 3'330 m2 qui appartient à la commune ecclésiastique.

M. DAUCOURT répond que l'eau s'écoulera toujours au même endroit, que le propriétaire change ou pas.

M. CRAMATTE reprend la parole et propose de voter chaque point de l'ordre du jour.

1. Accepter le versement à la Fondation d'un capital initial de CHF 25'000.- afin de permettre sa constitution.

M. BEDAT propose de modifier l'énoncé par « un capital initial de CHF 5'000.- et un don de la commune ecclésiastique de CHF 20'000.- »

M. CRAMATTE répond qu'il n'est pas possible de modifier l'ordre du jour, soit il est accepté dans son intégralité, soit il est refusé et il sera représenté lors d'une nouvelle assemblée.

M. FRELECHOUX annonce qu'il est possible lors du transfert des fonds de séparer la somme en capital et don. Le montant restera le même et ne modifie pas fondamentalement l'énoncé.

La parole n'étant plus demandée, l'assemblée accepte le versement à la Fondation d'un capital de CHF 25'000.- afin de permettre sa constitution avec l'accord des 20 ayants droit, soit l'unanimité.

2. Accepter le morcellement de la parcelle feuillet 534 du ban de Fontenais-Fontenais afin de créer une parcelle indépendante contenant la chapelle, d'une surface d'environ 2'210 m2, et une parcelle à vocation agricole d'une surface d'environ 3'330 m2.

Aucune remarque n'est formulée à la fin de la lecture de ce point.

L'assemblée accepte le morcellement de la parcelle feuillet 534 du ban de Fontenais-Fontenais afin de créer une parcelle indépendante contenant la chapelle, d'une surface d'environ 2'210 m2, et une parcelle à vocation agricole d'une surface d'environ 3'330 m2, avec l'accord de 18 ayants droit, le refus de 2 ayants droit et aucune abstention.

- 3. Accepter la cession gratuite à la Fondation de la parcelle feuillet 534 du ban de Fontenais-Fontenais, d'une surface après morcellement d'environ 2'210 m2, et sur laquelle se trouve la chapelle de Sainte-Croix, frais de morcellement et de cession à la charge de la Fondation.**

M. Patrick HOULMANN propose une modification dans l'énoncé du point 3 et dans celui du point 4. Il demande que les frais de morcellement, de cession et de servitude **soient** « à la charge de la commune ecclésiastique ». Il pense que la fondation soulagera financièrement la commune ecclésiastique, puisque cette remarque a été soulevée par M. FRELECHOUX, et qu'il serait adéquat que ces frais ne soient pas à la charge de la fondation. Il demande également quel est le montant de ces frais.

M. FRELECHOUX rappelle qu'il est impossible de modifier l'ordre du jour. Après une recherche en amont, il estime les coûts entre CHF 6'500.- à CHF 7'000.-

Une partie de ces coûts peuvent être exonérés par le registre foncier si c'est une fondation qui les paie.

La parole n'étant plus demandée, l'assemblée accepte la cession gratuite à la Fondation de la parcelle feuillet 534 du ban de Fontenais-Fontenais, d'une surface après morcellement d'environ 2'210 m2, et sur laquelle se trouve la chapelle de Sainte-Croix, frais de morcellement et de cession à la charge de la Fondation, avec l'accord des 20 ayants droit, soit l'unanimité.

- 4. Accepter la constitution d'une servitude d'interdiction de construire grevant la nouvelle parcelle agricole issue du morcellement du feuillet 534 du ban de Fontenais-Fontenais et en faveur de la parcelle feuillet 534 du ban de Fontenais-Fontenais, future propriété de la Fondation, frais à la charge de la Fondation.**

Aucune remarque n'est formulée à la fin de la lecture de ce point.

L'assemblée accepte la constitution d'une servitude d'interdiction de construire grevant la nouvelle parcelle agricole issue du morcellement du feuillet 534 du ban de Fontenais-Fontenais et en faveur de la parcelle feuillet 534 du ban de Fontenais-Fontenais, future propriété de la Fondation, frais à la charge de la Fondation, avec l'accord des 20 ayants droit, soit l'unanimité.

- 5. Transférer à la Fondation les fonds affectés au projet de rénovation de la chapelle par CHF 54'088.70 et CHF 224'411.08, fonds actuellement en dépôt sur des comptes au nom de la Commune ecclésiastique.**

Aucune remarque n'est formulée à la fin de la lecture de ce point.

L'assemblée accepte de transférer à la Fondation les fonds affectés au projet de rénovation de la chapelle par CHF 54'088.70 et CHF 224'411.08, fonds actuellement en dépôt sur des comptes au nom de la Commune ecclésiastique, avec l'accord des 20 ayants droit, soit l'unanimité.

- 6. Donner compétence au Conseil pour exécuter ce qui précède.**

Aucune remarque n'est formulée à la fin de la lecture de ce point.

L'assemblée donne compétence au Conseil pour exécuter ce qui précède, avec l'accord des 20 ayants droit, soit l'unanimité.

M. CRAMATTE remercie les paroissiens présents pour l'acceptation des 6 points proposés à l'ordre du jour. Il propose un temps d'échange pour d'éventuels divers.

M. Denis DOMON signale qu'une société du village de Fontenais a demandé de pouvoir utiliser l'église de Fontenais pour son concert. Il a été surpris que cette société doive payer pour cette utilisation. En effet, les sociétés du village n'ont jamais payé de « location » et, de plus, cette société fait ce concert pour récolter des dons pour des œuvres.

M. FRELECHOUX répond que la somme demandée est la même que celle demandée pour l'utilisation de l'église St-Pierre. L'argent récolté est prévu pour le défraiement du sacristain qui doit préparer et ranger les locaux.

M. BEDAT remercie les paroissiens d'avoir accepté de céder la chapelle Ste-Croix à une fondation. Ce choix permettra de pérenniser ce magnifique bâtiment. Il remercie à nouveau M. RERAT et son conseil de l'époque d'avoir sauvé la chapelle et il félicite le nouveau conseil et son président de la célérité avec laquelle le dossier Ste-Croix a pu être clos.

M. RERAT pense que le nouveau conseil aurait pu continuer à s'occuper du projet, car il rappelle que la paroisse avait injecté CHF 160'000.- pour débiter les rénovations.

La parole n'étant plus demandée, le président lève l'assemblée à 20h45.

Le président :

Ronald CRAMATTE

La secrétaire :

Marielle FRIDEZ